

## Introduction

Matthieu Le Quang et Franklin Ramírez Gallegos

---



### Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/4447>  
DOI : 10.4000/cal.4447  
ISSN : 2268-4247

### Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique  
latine

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016  
Pagination : 17-32  
ISBN : 978-2-37154-074-3  
ISSN : 1141-7161

### Référence électronique

Matthieu Le Quang et Franklin Ramírez Gallegos, « Introduction », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 83 | 2016, mis en ligne le 28 février 2017, consulté le 28 avril 2017. URL : <http://cal.revues.org/4447> ; DOI : 10.4000/cal.4447

---



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

## Introduction

**L**e tournant progressiste en Amérique du Sud a marqué l'évolution politique de la région ces quinze dernières années. L'un des traits particuliers de ce cycle a été l'émergence de ce qu'Ellner [2013] définit comme la «gauche radicale latino-américaine du XXI<sup>e</sup> siècle», c'est-à-dire les processus de changement politique ouverts au Venezuela, en Équateur et en Bolivie. Dès leur début, ces expériences ont laissé voir une série de marqueurs distinctifs par rapport au reste des gouvernements de gauche du continent, dont deux sont particulièrement importants. D'un côté, l'option pour canaliser la transition politique à travers une refondation constitutionnelle par des Assemblées constituantes. De l'autre, la mise en route d'un large éventail de politiques publiques qui, en même temps qu'il essayait de démanteler le noyau dur du néolibéralisme, ouvrait le débat sur les sens à donner au développement [Ramírez Gallegos, 2013 (b)].

La centralité qu'ont réussie à atteindre les principes de *Buen Vivir* (Équateur) ou *Vivir Bien* (Bolivie) – comme idées régulatrices pour projeter une autre économie possible et harmoniser les activités humaines en respect avec la nature et la diversité culturelle – dans les Constitutions des deux pays, apparaissait comme l'un des points essentiels de l'innovation politique favorisée par les gauches andines. Cependant, ce fut en Équateur que cette nouveauté s'est articulée de manière plus systématique à une dynamique de conflictualité sociopolitique qui a fini par se transformer en l'un des traits constitutifs du gouvernement de la Révolution citoyenne (RC) arrivée au pouvoir en 2007<sup>1</sup>.

---

\* Université Paris 7/LCSP.

\*\* Flacso-Ecuador.

1. Telle est la dénomination officielle du processus politique ouvert en 2006 avec l'élection présidentielle de Rafael Correa.

En effet, c'est en Équateur que s'est configuré de manière plus nette, très tôt, un complexe champ conflictuel autour des voies et projections de l'horizon postnéolibéral, beaucoup plus qu'au Venezuela ou en Bolivie. S'il y avait un accord général parmi ceux qui ont impulsé le projet de changement sur l'impératif de démanteler l'agenda promarché en vigueur dans le pays depuis le début des années 1980 [Cordes, 1999], il n'y a pas eu de consensus sur les caractéristiques du nouveau modèle économique-productif ni sur les sens à donner à la recherche du développement national. Dans une telle perspective, si la transition postnéolibérale, et en particulier la reconstruction des capacités de l'État pour réguler les marchés, a généré une intense conflictualité politique dans les divers pays de gauche de la région, en Équateur, cette dispute s'est déroulée autour de deux grandes questions liées entre elles : la manière de dépasser une économie largement dépendante des exportations de matières premières (la transformation de la matrice productive) et les articulations complexes entre bien vivre et (post) développement.

Ainsi, l'une des caractéristiques constitutives du cycle ouvert par le gouvernement de Rafael Correa a été la dispute entre divers acteurs politiques et sociaux au sujet de la construction d'un régime d'accumulation qui s'éloignerait à la fois de l'orthodoxie fiscale des années 1990, de la dépendance à l'extractivisme et des schémas classiques de compréhension du développement. Chacun de ces champs a évolué sous le signe de la contradiction et du conflit. Le fossé progressif dans les relations entre la RC et une bonne partie des mouvements sociaux illustre particulièrement bien cette évolution [Becker, 2013 ; Ospina, 2009 ; Ramírez Gallegos, 2011]. Ainsi, après le consensus politique observé lors de l'Assemblée constituante (2007-2008), les controverses programmatiques se sont accélérées au cours de la transition postconstituante (2009-2012) et, finalement, la rupture a eu lieu pour laisser place à la confrontation directe, en particulier depuis le début du troisième mandat de Correa (2013-2017). Même si la dynamique du conflit politique entre le gouvernement, la droite partisane et une bonne partie des grands acteurs économiques a été d'une intensité similaire, la détérioration des relations entre la RC et les mouvements sociaux exprime clairement la complexité du processus de changement politique de la dernière décennie.

Deux grandes thématiques permettent donc d'approcher les contours de la dynamique du conflit politique qui caractérise l'Équateur de la RC, d'une part, la reconstruction de l'État et les projections postnéolibérales, et, d'autre part, la transformation productive à la lumière de la tension entre bien vivre et développement. L'étude de ces disputes permet de mieux comprendre la pertinence des articles inclus dans ce dossier dont les domaines spécifiques d'enquête s'insèrent dans les travaux académiques de plus en plus vastes sur les legs du « tournant progressiste de l'Amérique latine au XXI<sup>e</sup> siècle ».



## Retour de l'État et postnéolibéralisme

Les analyses universitaires concordent sur la place qu'a occupée la crise du néolibéralisme dans l'avènement du tournant à gauche en Amérique latine. Toutefois, les interprétations sur la nature de cette crise tendent à faire l'objet d'une plus grande controverse. Il y a ceux qui la circonscrivent au problème de la perte de légitimité politique [Danani et Grassi, 2008], ceux qui parlent plutôt d'une « crise de résultats » et soulignent, en conséquence, la dégradation des conditions de vie des grandes majorités [Borón, 2003 ; Silva, 2009] ou ceux qui comprennent ce déclin en lien avec les changements idéologiques au niveau mondial en particulier au sein des institutions financières internationales depuis les années 1990 [Panizza, 2009], entre autres. Une combinaison spécifique de ces facteurs explique sûrement la relative stagnation des politiques promarché dans chaque cas. Même si cette érosion n'a pas eu lieu dans tous les pays de la région, elle a atteint une étendue suffisante pour permettre l'accès au pouvoir de coalitions politiques qui, précisément, se revendiquaient comme opposées à l'agenda favorable au libre marché qui prévalait dans la région depuis les années 1980 [Rovira, 2011].

Les programmes gouvernementaux de dépassement du néolibéralisme n'ont pas été des inventions *top down* d'avant-gardes politiques éclairées et isolées qui accédaient au pouvoir de manière inespérée. Depuis le milieu des années 1990, de multiples mobilisations collectives ont contesté les politiques néolibérales. Et de puissants mouvements sociaux ont remis en question la continuité des politiques d'ajustement structurel [Rebón et Modonessi, 2011]. La spirale de « changement d'époque » dans la région a bien précédé l'arrivée au pouvoir des gouvernements antinéolibéraux [Svampa, 2008]. Le noyau central de son offre politique ne pouvait donc pas ignorer l'impératif de disputer aux élites dominantes la mise en place d'un horizon du développement national différent du modèle de libéralisation extrême des marchés. Mais quelle signification a été donnée par les acteurs mobilisés à cet au-delà du néolibéralisme ? À quel type de politiques était lié ce projet de gouvernement ? Existait-il une sorte de programme politique qui prévoyait au moins une certaine sortie ordonnée de la société de marché ? Un tel programme a-t-il réussi à se constituer ? Telles sont quelques-unes des questions centrales que la recherche en politique comparée a abordées autour de la question de l'avènement contrasté d'un moment postnéolibéral dans la région.

Un premier élément à noter dans cette discussion académique renvoie à la perception partagée de l'émergence d'une période de transformations socio-politiques impulsées depuis les gouvernements progressistes afin de mettre fin à la domination de l'agenda du consensus de Washington [Grugel et Ruggirozzi, 2009]. La boussole postnéolibérale cherche ainsi aussi bien à rompre avec la domination des experts promarché dans l'espace politique qu'à renforcer la

présence active des États nationaux dans la régulation de l'économie [Panizza, 2009].

Une telle définition ne dissipe pas les doutes sur la cohérence du postnéolibéralisme comme paradigme achevé de politiques publiques. Ainsi, certains auteurs insistent sur le fait qu'il s'agit d'une recherche inachevée de réponses alternatives devant les contradictions du néolibéralisme [Cortés, 2009]. D'autres affirment que les politiques associées à cette recherche se sont faites à l'intérieur du propre néolibéralisme avec de simples corrections à la marge de ses excès. Ainsi, Roberts [2009] soutenait que parler de l'avènement d'une phase postnéolibérale dans la région était un peu précipité.

D'un autre côté, très tôt, divers auteurs ont souligné qu'au-delà de la fragile construction d'un modèle alternatif au consensus de Washington, la question fondamentale à creuser était celle de l'orientation générale des politiques des gouvernements progressistes qui n'avaient pas déterminé à l'avance l'objectif à atteindre [Rodríguez *et al.*, 2008]. Après tout, les théories et modèles économiques ne se cristallisent pas d'un jour à l'autre : même le néolibéralisme a pris plus de trois décennies pour atteindre la forme d'un paradigme intégral ou d'un programme public au milieu des années 1970 [Munck, 2003]. Dans ce sens, le postnéolibéralisme apparaît plutôt comme un ensemble fragmenté de politiques publiques expérimentées par certains gouvernements latino-américains – dans des logiques d'essais et d'erreur – face aux problèmes de développement, exclusion et inégalité hérités des élites promarché [Sader, 2009].

Ne pas considérer le postnéolibéralisme comme un programme achevé et insister sur son caractère plus ou moins expérimental, favorise la thèse selon laquelle l'orientation de l'agenda public a pris des formes spécifiques selon les pays. Malgré cela, différents auteurs estiment qu'il existe tout de même des éléments en commun entre ces expériences. Cinq d'entre eux méritent d'être soulignés brièvement :

- le pari du retour de l'État comme axe de la régulation des marchés et de la redistribution de la richesse sociale [Thwaites, 2010];
- la revalorisation de l'impératif de développement du marché interne et de la réactivation des forces productives locales [Wanderley, 2013];
- la priorité donnée à la responsabilité de l'État par rapport au respect des droits sociaux, en particulier par la voie des transferts conditionnés de rente [Lavinias, 2014];
- l'importance de l'intégration régionale (Unasur, Celac, Alba) et de l'accroissement de la coopération Sud-Sud;
- et, enfin, la préoccupation particulière pour la promotion des exportations nationales (ressources naturelles) au niveau international.

Dans l'ensemble, ces éléments créent un cadre qui empêche de considérer ces politiques comme un réel programme anticapitaliste mais qui permet toutefois



d'aller plus loin que la simple opposition « plus d'État, moins de marché ». Il s'agit plutôt d'une tentative de reconstruction des capacités étatiques et de redéfinition des responsabilités collectives dans la perspective d'étendre les bénéfices des processus de développement national à de plus amples secteurs [Gruggel et Riggirozzi, 2012].

D'avantage que le dépassement de l'agenda promarché, le postnéolibéralisme se présente comme un ensemble hétérodoxe de réformes économiques et sociales, plus ou moins radicales, qui visent au développement national par la voie du gouvernement des marchés et la redistribution de la richesse sociale [Ramírez Gallegos, 2012 (a)(b)]. Ce cadre renforce le rôle de l'État en direction opposée à celle du discours orthodoxe qui définit la globalisation comme une situation dans laquelle les États-nations sont inutiles. Pour des auteurs comme Bresser Pereira [2007] c'est là que réside la principale différence entre un agenda néolibéral et un autre qui peut être qualifié de postnéolibéral ou néodéveloppementaliste.

En Équateur, la relance de l'action étatique comme principal régulateur économique a été considérée comme un signal emblématique des premières années de la RC [Martín, 2009]. Ce retour de l'État s'est matérialisé dans une série de principes affirmés dans la nouvelle Constitution. Entre autres questions, l'interdiction constitutionnelle de privatiser les ressources stratégiques du pays a permis au gouvernement d'avancer des mesures orientées vers la gestion nationale – sans interférence du capital global – d'une partie importante de l'excédent provenant de rentes des ressources stratégiques. Dans un contexte de prix élevés des *commodities*, la création, renforcement ou capitalisation des entreprises publiques dans des secteurs clé de l'économie (pétrole, minerai, services publics, etc.) et la renégociation des contrats avec différentes entreprises multinationales ont été des décisions primordiales pour augmenter les marges de participation étatique dans les revenus et *royalties* de ces secteurs. Cette stratégie a été fondamentale pour un État périphérique afin d'élever son autonomie par rapport au pouvoir global et financer le développement national avec des capitaux propres.

Pour comprendre l'étendue des transformations impulsées, deux questions doivent être approfondies : d'une part, dans quelle mesure le retour de l'État remet en question le noyau dur de l'agenda néolibéral établi dans chaque pays, et, d'autre part, dans quelle proportion les politiques qui ont été adoptées ouvrent la voie pour disputer, à moyen terme, la configuration de régimes alternatifs d'accumulation et de distribution de la richesse, ainsi que des formes démocratiques de coordination sociale [Ramírez Gallegos, 2016].

Dans le cas équatorien, certains auteurs ont analysé l'ensemble des réformes institutionnelles et des instruments de politique publique<sup>2</sup> qui ont été activés

---

2. Cf. Ubasart et Minteguiaga [2013, 2014]; Peña [2015]; Fontaine et Fuentes [2011]; Ramírez Gallegos, [2012 (b), 2016]; Silva [2016].

dans les premières années de la RC afin de récupérer la présence de l'État sur l'ensemble de l'agenda public et surtout inverser les processus antérieurs de dérégulation et libéralisation de l'économie. Si c'est bien le président qui a été à l'initiative de cette politique, c'est par un processus de réforme de l'État et de récupération de ses capacités d'incidence dans l'économie que s'est matérialisée l'orientation postnéolibérale. Entre autres normes, l'approbation du Code de planification et finances publiques en 2010 a permis d'assurer le rôle du pouvoir exécutif sur la planification du développement au niveau national. De nombreuses contraintes mises en œuvre dans les décennies précédentes pour réduire la possibilité de dynamiser les dépenses publiques ont été remises en question. Depuis lors, les instruments budgétaires de l'État se sont développés, l'impératif d'austérité budgétaire a été freiné et l'investissement public s'est transformé en moteur principal de l'économie. De plus, il a été mis fin à l'autonomie de la Banque centrale, donnant au gouvernement la faculté de fixer les politiques monétaires, de crédit et de change. Cela a contribué à récupérer le pouvoir de régulation sur le secteur financier et bancaire, le plus puissant agent de l'économie nationale dans la période néolibérale. D'autres normes ont permis d'interdire la flexibilisation du travail, d'avancer vers une réforme progressive des impôts, d'étendre les niveaux d'investissement dans le secteur social et de réguler la libre entrée des importations dans le pays (surtout dans les moments de crise internationale comme en 2008 et en 2014-2015). La contestation permanente des partis favorables au néolibéralisme et de la plupart des grands groupes de pouvoir économique contre ces politiques laissait voir jusqu'à quel point le sens général des réformes a remis en question la continuité des politiques promarché précédentes [Ramírez Gallegos et Stoessel, 2015].

Après le premier moment de dispute pour la reconstruction des capacités étatiques, le plus grand défi de la transition a été de modifier le modèle de spécialisation productive. La faillite de la domination du néolibéralisme élargit mais ne garantit pas les possibilités de cette reconfiguration. De fait, bien que la stratégie de réappropriation étatique de l'excédent provenant des rentes des ressources stratégiques ait élevé les marges de souveraineté nationale, elle a aussi contribué à la continuité de la place du pays dans la division internationale du travail, comme pays exportateur de matières premières. Le Plan national pour le bien vivre 2009-2013 reconnaissait cette situation et établissait que, dans les deux prochaines décennies, le pays devait passer à une société postpétrolière et transiter vers une économie de services, centrée sur la connaissance et vers le développement de l'industrie nationale dans le cadre d'une politique de substitution sélective des importations<sup>3</sup>. Néanmoins, les bases de la transformation de la

---

3. Cf. *Plan Nacional del Buen Vivir 2009-2013*: <http://www.senplades.gov.ec/web/senplades-portal/plan-nacional-para-el-buen-vivir-2009-2013>



structure productive du pays ne sont pas clairement posées. Même si l'investissement dans l'éducation supérieure et dans le domaine de la science et technologie est parmi les plus élevés de la région [Didriksson et Moreno, 2016], le secteur industriel n'a pas été dynamisé. Le dilemme concernant la manière de financer le changement de la matrice productive a été résolu de manière inerte, en confirmant l'importance des rentes des secteurs des hydrocarbures et miniers. Cette option a ouvert une intense spirale de conflictualité avec des secteurs qui refusent une transition qui, même si elle contient des éléments de redistribution, reproduit des formes conventionnelles d'exploitation des ressources naturelles. Dans le pays qui reconnaît des droits à la nature et fixe le bien vivre comme un des principes centraux de sa Constitution, il ne fallait pas espérer que le développementisme postnéolibéral [Wanderley, 2013] en vigueur se fasse sans de solides détracteurs.

## Tensions entre bien vivre et développementisme

Dans la Constitution de 2008, le bien vivre «constitue le paradigme de vie vers lequel doit s'orienter le "développement"» [Cortéz, 2010, p. 1]. En effet, la Constitution équatorienne met le régime de développement (titre VI) au même niveau que le régime du bien vivre (titre VII) mais l'article 275 précise que «le régime de développement est l'ensemble organisé, soutenable et dynamique des systèmes économiques, politiques, socioculturels et environnementaux, qui garantissent la réalisation du bien vivre, du *sumak kawsay*». L'existence de ces deux régimes dans la Constitution a débouché sur des tensions au moment de son application et sur diverses interprétations de la part d'acteurs sociopolitiques. Les fractures au sein de la gauche équatorienne après l'Assemblée constituante pourraient s'expliquer en partie par les disputes interprétatives du bien vivre mais aussi, et surtout, sur le sens à donner au développement et à la transition pour aller vers un autre type d'économie.

Projections développementistes et imaginaires du bien vivre coexistaient donc au cœur des orientations du changement. D'entrée s'est établie une des contradictions politiques les plus complexes du processus, ce qui a abouti non seulement à la multiplication des luttes écoterritoriales contre des politiques d'expropriation extractiviste mais aussi à la confrontation entre fractions à l'intérieur même du mouvement politique du gouvernement autour de la question de la direction de la transition postnéolibérale.

Les «illusions du bien vivre<sup>4</sup>» sont apparues dès les origines de la RC. Ce concept a été incorporé aux discours officiels avec l'objectif d'aller au-delà d'une compréhension classique, monoculturelle et mécaniciste du développement. Au

---

4. Nous faisons allusion, en sens inverse, aux mots de Svampa qui parle d'«aspirations du bien vivre et illusion développementiste» [2010, p. 42].



contraire, la construction d'un horizon de sens était nécessaire pour dissocier le développement de la simple recherche de la croissance économique afin de l'associer avec la défense de la nature et des droits culturels et territoriaux des peuples indigènes. Ainsi, le bien vivre articule les critiques écologistes du développement avec les demandes de reconnaissance des peuples et nationalités indigènes. Plus que toute autre question, les droits de la nature, reconnus dans la Constitution, préfigurent un tel horizon et soulignent l'existence de limites strictes à l'exploitation de la nature.

L'irruption du concept de bien vivre se fait, en partie, contre l'imaginaire moderne de contrôle rationnel du monde naturel et s'intègre dans les débats sur la relation entre société et environnement. Le bien vivre réactualise certains débats théoriques qui existent depuis les années 1970 après la publication du Rapport Meadows sur les conséquences environnementales du modèle de développement. Ces débats sont liés à ceux du postdéveloppement (Wolfgang Sachs, Serge Latouche, Ivan Illich, Arturo Escobar, entre autres), du mal-développement [Tortosa, 2011], de l'autre développement [Aguilar *et al.*, 2015] et aussi avec les réflexions autour du développement durable [Haidar et Berros, 2015 ; Vanhulst et Elizalde Hevia, 2016 ; Vanhulst, 2015 ; Vanhulst et Beling, 2013].

Toutefois, le bien vivre est un concept encore en construction et donc en dispute politique. La définition large qu'il lui a été donnée depuis son apparition – construire une vie en harmonie avec soi-même, entre êtres humains et entre ceux-ci et la nature – a permis que surgissent diverses interprétations et débats autour de ce concept. Différents auteurs ont mis en évidence l'existence de trois courants au sein du bien vivre [Le Quang et Vercoutère, 2013 ; Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara, 2014] : le «culturaliste et indigéniste», l'«écologiste et post-développementiste» et l'«éco-marxiste et étatiste» [Le Quang, 2016 (b)].

Ces trois courants ont des différences importantes quant à l'exploitation des ressources naturelles et donc du postextractivisme. Ce débat sur le changement du modèle d'accumulation est très présent en Équateur pour penser la transition vers un autre modèle socio-économique. Cette transition va augmenter les tensions entre les tenants du bien vivre et ceux du développementisme mais aussi au sein des courants du bien vivre. Comment peut-on défendre les droits de la nature – et lutter contre sa dégradation – et, en même temps, chercher le bien-être économique, l'extension des droits sociaux et la fin de la pauvreté de la population ? Ou, dans d'autres termes, comment lier l'écologique et le social sans nuire ni à l'un ni à l'autre dans un pays qui a un haut niveau de pauvreté mais aussi une importante biodiversité et dont le modèle socio-économique actuel dépend de l'exploitation et l'exportation de ses matières premières (80% de ses exportations). Il est évident que, pour le moment, il est impossible d'arrêter l'exploitation des ressources naturelles. La question fondamentale n'est alors pas de savoir si on doit exploiter ou non les ressources naturelles mais plutôt comment concilier



les exigences environnementales avec la croissance économique nécessaire pour transformer le pays et fournir les services publics de base à toute la population.

Les «culturalistes» et les «écologistes» s'opposent à l'élargissement de tout type d'extractivisme, sans pour cela défendre la fermeture des zones déjà en exploitation. Leur proposition est de sortir du modèle d'accumulation actuel en mettant en œuvre l'économie sociale et solidaire. Les «culturalistes», liés aux mobilisations indigènes, vont revendiquer la mise en place d'un véritable État plurinational et son corollaire en cas d'activités extractivistes sur leurs territoires : la consultation préalable et informée. Ils questionnent la centralité d'un type d'État qui se rapprocherait de la matrice national-populaire [Stefanoni, 2012] historiquement liée à l'expansion développementiste en Amérique latine. Cette revendication historique ne peut pas être séparée du fait que l'auto-gouvernement indigène sur des territoires spécifiques est une condition fondatrice d'une matrice de reconnaissance identitaire qui donne un pouvoir politique aux peuples indigènes et ne se réduit pas à la gestion, plus ou moins démocratique, de la diversité ethnique. La manière dont a été résolue la question de la plurinationalité n'a pas satisfait les organisations indigènes et a abouti à divers conflits, en particulier lorsque les demandes autonomistes sont liées à des disputes pour les ressources naturelles sur leurs territoires.

Les auteurs du courant «écologiste» se concentrent sur la dénonciation de l'extractivisme. Selon eux, l'insertion des pays du Sud dans le capitalisme mondial et la recherche du «développement» se sont fondées sur une exploitation démesurée de la nature. Les racines de la crise de civilisation observable en Occident et dans le monde ne se trouvent ni dans la culture («culturalistes») ni dans la structure («écomarxistes») mais dans l'extractivisme. Pour eux, l'arrivée au pouvoir des gouvernements progressistes se serait traduite par la volonté de rompre avec la dimension coloniale des activités d'extraction, mais en mettant en œuvre un néoextractivisme [Gudynas, 2010; Acosta, 2011; Schuldt *et al.*, 2009]. Si ce dernier consacre un rôle plus actif de l'État dans l'entreprise extractiviste ainsi qu'une plus importante et plus profonde distribution de la rente qu'il génère<sup>5</sup>, il reproduirait une insertion internationale subordonnée et fonctionnelle à la globalisation du capitalisme transnational [Acosta, 2011; Gudynas, 2010]. De plus, au nom du développement, il permettrait la dégradation de la nature et l'exercice de pratiques politiques autoritaires qui porteraient atteinte principalement aux droits des peuples qui habitent les zones d'extraction.

Au contraire de ces deux courants, les «écomarxistes» ne voient pas l'abondance en ressources naturelles comme une pure malédiction mais plutôt comme

5. Entre 2007 et 2015, le coefficient de Gini est passé de 0,551 à 0,458. Cf. [http://www.ecuadorenecifras.gob.ec/documentos/web-inec/POBREZA/2016/Junio\\_2016/Reporte-Pobreza%20y%20desigualdad-Junio-2016.pdf](http://www.ecuadorenecifras.gob.ec/documentos/web-inec/POBREZA/2016/Junio_2016/Reporte-Pobreza%20y%20desigualdad-Junio-2016.pdf)

un moyen de penser une société postextractiviste [Ramírez, 2012, 2010; García Linera, 2015]. Son approche systémique anticapitaliste leur permet d'aller plus loin que la revendication d'un postextractivisme qui est vu comme une opportunité pour changer les structures socio-économiques de la société. En effet, sortir de la dépendance à l'exploitation des ressources naturelles et passer à une société postextractiviste ne signifie pas nécessairement entrer dans une société postcapitaliste. Donc, dans l'immédiat, il est impossible d'arrêter toute exploitation des ressources naturelles. Selon ces auteurs, l'Équateur aurait besoin de l'extractivisme dans un premier temps pour financer sa transition vers une société postpétrolière qui ne dépendrait plus de l'extractivisme. Ils se rapprochent en partie du pôle développementiste, prédominant au sein du gouvernement, qui assume avec un plus grand réalisme la nouvelle phase et a privilégié l'exploitation des ressources naturelles pour financer l'expansion des droits sociaux et la réactivation des forces productives.

Un bon exemple de ces tensions entre bien vivre et développementisme est l'Initiative Yasuní-ITT. Cette politique publique présentée en juin 2007 par le président Correa consistait à laisser sous terre 20% des réserves de pétrole du pays, situées dans le parc national Yasuní, en échange d'une contribution financière internationale équivalente à la moitié de ce que l'État équatorien aurait pu gagner avec l'exploitation [Le Quang, 2016 (a); 2012]. Cette politique entraine en résonance avec les postulats du bien vivre et les plans gouvernementaux tendant à une société postpétrolière en Équateur. La fin de l'initiative en août 2013 est un bon indicateur des arguments développementistes et des antiextractivistes. Le président Correa a soutenu que la lutte contre la pauvreté et les besoins en services publics de la population équatorienne ne pouvaient pas attendre la bonne volonté des contributeurs internationaux. Ainsi, les ressources financières de l'exploitation des champs ITT devraient servir pour améliorer les conditions de vie de la population et aider au changement de la matrice productive. Cette décision a généré une vague de protestations et de mobilisation de secteurs qui soutenaient la thèse reliant la non-exploitation avec le bien vivre : protection de la biodiversité, respect des peuples indigènes en isolement volontaire, lutte contre les dégradations sociales, écologistes et culturelles dans les zones d'exploitation, entre autres.

Comme nous l'avons vu, depuis l'arrivée au pouvoir de la RC en 2007, une dynamique de forte conflictualité sociale s'est ouverte en Équateur autour des nouvelles orientations de l'État, de l'économie et du modèle de développement. La dispute politique ne touche pas seulement les défenseurs et détracteurs des politiques du consensus de Washington mais a aussi vu s'affronter entre eux ceux qui cherchent le dépassement de l'agenda néolibéral. Ainsi, à l'intérieur du gouvernement, dans le camp de la gauche équatorienne et au sein des mouvements sociaux et politiques, il existe une diversité de positions sur les voies possibles et



nécessaires pour aller au-delà de l'économie de marché. Le dossier rassemble des textes qui cherchent à étudier la transition postnéolibérale impulsée par le gouvernement équatorien entre 2007 et 2015 à partir de certaines politiques publiques et certains secteurs de la population, ainsi que les conflits que cela a pu générer avec les différents acteurs sociopolitiques.

L'article de Soledad Stoessel revient sur les relations entre l'État et les syndicats des transports en mettant en perspective la période néolibérale et celle de la RC. Un des étendards politiques du gouvernement de Correa au niveau de la récupération de l'État est le démantèlement du corporatisme au sein des institutions publiques, ce qui a été objet de grands conflits, par exemple avec le mouvement indigène ou les syndicats de l'éducation. Pourtant, avec cette analyse de cas, l'auteure montre que, dans les transports, les relations sont autres et la stratégie politique de la RC envers ce secteur diffère de celle utilisée de manière générale. Le pouvoir de mobilisation et de blocage de ces syndicats démontré lors de la période néolibérale oblige le président Correa à négocier des espaces de représentation politique (surtout à l'Assemblée nationale) et des subventions pour ce secteur sans pour autant revenir sur les réformes les plus importantes (élimination des syndicats dans les institutions de l'État ou stagnation des prix des transports).

La contribution d'Aurélien Quentin reprend les discussions autour du postnéolibéralisme à partir de l'analyse des politiques du logement de la RC en la comparant avec celles de la période néolibérale en Équateur dans les années 1980 et 1990 puis après la crise financière au début des années 2000. L'auteure démontre qu'il existe une continuité entre l'application néolibérale et la politique mise en œuvre par le gouvernement de Correa. Elle explique que cela est dû au modèle de gouvernance néolibérale qui intègre certains acteurs de la société civile à travers des mécanismes de participation et de financement. Le néolibéralisme est un système qui imprègne les acteurs sociaux avec les méthodes de gouvernance participative. Ces acteurs, regroupés au sein de l'ONG Ciudad, seront ceux-là mêmes qui seront consultés par le gouvernement de la RC grâce à la légitimité qu'ils ont acquis auprès des populations les plus modestes lors de la période précédente. La poursuite de cette politique, en augmentant les subventions d'accès au logement, ne permet pas de questionner les causes structurelles de manque d'accès au logement (propriété des sols, spéculation).

L'article de William Herrera Ríos porte sur les politiques envers les émigrés équatoriens considérés comme les grandes victimes du néolibéralisme. L'image de l'émigré est utilisée pour dénoncer les conséquences néfastes des politiques néolibérales et le virage radical annoncé avec l'arrivée de la RC. Les enjeux sont d'améliorer les conditions de vie des migrants dans leur pays de migration mais aussi de mettre en place de politiques qui rendent possible leur retour. L'auteur analyse donc les résultats des politiques productives mises en œuvre par la RC pour les migrants (investissement des *remesas* dans l'économie populaire et

sociale, le droit à un emploi digne et stable). *In fine* avec les réformes politiques, les migrants représentent aussi une importante ressource électorale pour la RC. Toutefois, même si la RC jouit d'un remarquable soutien électoral de la part des émigrés, les politiques mises en œuvre et la nouvelle institutionnalisation s'accompagnent d'une certaine conflictualité avec des associations d'Équatoriens à l'extérieur dont les objectifs et les revendications ne correspondent pas nécessairement à ceux du gouvernement, notamment en ce qui concerne le droit au retour.

Diana Burgos-Vigna présente l'expérience locale de la ville de Quito, contrôlée entre 2009 et 2014 par *Alianza PAÍS*, le mouvement politique de Correa, avec l'analyse de la gouvernance du patrimoine. Dès leur arrivée au pouvoir, les nouveaux dirigeants tentent de changer la vision de la ville comme patrimoine culturel de l'humanité qui s'est imposée depuis les années 1980, à celle du bien vivre dans la droite ligne du projet politique national. Ce changement n'est pas seulement conceptuel mais montre que le bien vivre permet d'élargir la notion de patrimoine et ainsi la vision de la ville : vision indigène *vs* vision hispaniste, ville à vivre *vs* ville à voir, patrimoine vivant *vs* patrimoine mort, entre autres. Les acteurs ne sont plus les mêmes, les élites économiques et politiques et le secteur privé laissant leur place à une autre élite plus académique mais aussi à l'appropriation du thème du patrimoine par le reste de la population grâce à des mécanismes de participation.

Lucie Laplace analyse les politiques envers les réfugiés colombiens en Équateur. L'article permet de montrer deux effets du retour de l'État en tant qu'agent régulateur dans cette thématique. Depuis 2007, l'auteure observe une certaine oscillation des politiques étatiques entre flexibilisation des conditions de demande de visa de réfugié, approfondissement des droits des réfugiés, qui reste cependant limité et approche sécuritaire. Les discours autour du bien vivre et de la citoyenneté universelle, reconnus dans la Constitution, se confrontent au moment de leur mise en pratique à des conflits internes au gouvernement entre les tenants de l'ouverture et les approches sécuritaires, mais aussi aux visions xénophobes de la société équatorienne envers les Colombiens. Le deuxième effet est sur le rôle des autres acteurs non-étatiques, organisation internationale (Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies, HCR) et ONG : lorsque l'État redevient un acteur majeur, celles-ci doivent s'adapter à la situation et leur mission évolue. C'est ainsi que le HCR, acteur majeur du marché de l'aide aux réfugiés, met le plaidoyer au second plan et priorise les financements vers les projets d'insertion productive. Le retour de l'État dans la période postnéolibérale oblige les acteurs qui l'avaient remplacé à redéfinir leur rôle.



## BIBLIOGRAPHIE

- **ACOSTA Alberto**, «Extractivismo y neoextractivismo: dos caras de la misma maldición», in **Miriam LANG et Dunia MOKRANI** (dir.), *Más allá del desarrollo (Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo)*, Quito, Fundación Rosa Luxemburgo/ Abya-Yala, 2011, p. 83-118.
- **AGUILAR Paula Lucía et al.**, «Hacia una genealogía del “Buen Vivir”: contribuciones desde el Análisis Materialista del Discurso», *Revista Theomai*, n° 32, 2015, p. 96-127.
- **BECKER Mark**, «The Stormy Relations between Rafael Correa and Social Movements in Ecuador», *Latin American Perspectives*, vol. 40, n° 3, 2013, p. 43-63.
- **BORÓN Atilio**, «El pos-Neoliberalismo: un proyecto en construcción», in **Emir SADER et Pablo GENTILI** (dir.), *La trama del Neoliberalismo: mercado, crisis y exclusión social*, Buenos Aires, Clacso, 2003, p. 182-196.
- **BRESSER PEREIRA Carlos**, «Estado y mercado en el nuevo desarrollismo», *Nueva Sociedad*, n° 210, 2007, p. 110-125.
- **CORDES** (Corporación de Estudios para el Desarrollo), *Ecuador: La ruta de la gobernabilidad*, Quito, 1999.
- **CORTÉS Rosalia**, «Social policy in Latin America in the post-neoliberal era», in **Jean GRUGEL et Pía RIGGIROZZI**, *Governance after Neoliberalism in Latin America*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 49-65.
- **CORTÉZ David**, «La construcción social del “Buen Vivir” (Sumak Kawsay) en Ecuador: genealogía del diseño y gestión política de la vida» [en ligne], Quito, Universidad Andina Simón Bolívar, 2010 [consulté le 21 juillet 2016]. Disponible sur : <http://www.uasb.edu.ec/UserFiles/369/File/PDF/CentrodeReferencia/Temasdeanálisis2/buenvivirysumakkawsay/articulos/Cortez.pdf>
- **DANANI Claudia et GRASSI Estela**, «Ni error, ni omisión: el papel de la política de Estado en la producción de las condiciones de vida y de trabajo; el caso del sistema previsional en la Argentina [1993-2008]», in **Javier LINDENBOIM**, *Trabajo, ingresos y políticas en Argentina: contribuciones para pensar el siglo XXI*, Buenos Aires, Eudeba, 2008, p. 259-298.
- **DIDRIKSSON Alex et Moreno Carlos** (dir.), *Innovando y construyendo el futuro. La Universidad de América Latina y el Caribe: estudios de caso*, México, Universidad de Guadalajara, 2016.
- **ELLNER Steve**, «Latin America’s Radical Left in Power: Complexities and Challenges in the Twenty-first Century», *Latin American Perspectives*, vol. 40, n° 3, 2013, p. 5-26.
- **FONTAINE Guillaume et FUENTES José Luis**, «Transición hacia el centralismo burocrático», *Estado del país, Informe 0: Ecuador, 1950-2010*, Quito, Espol, 2011, p. 247-262.
- **GARCÍA LINERA Álvaro**, *Socialismo comunitario: un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado Plurinacional/Presidencia de la Asamblea Legislativa Plurinacional, 2015.
- **GRUGEL Jean et RIGGIROZZI Pía** (dir.), *Governance after Neoliberalism in Latin America*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.
- **GUDYNAS Eduardo**, «Si eres tan progresista ¿por qué destruyes la naturaleza? Neoextractivismo, izquierda y alternativas», *Ecuador Debate*, n° 79, 2010, p. 61-82.
- **H Aidar Victoria et BERRROS Valeria**, «Entre el sumak kawsay y la “vida en armonía con la naturaleza”: disputas en la circulación y traducción de perspectivas respecto de la regulación de la cuestión ecológica en el espacio global», *Revista Theomai*, n° 32, 2015, p. 128-150.
- **HIDALGO-CAPITÁN Antonio et CUBILLO-GUEVARA Ana Patricia**, «Seis debates abiertos sobre el sumak kawsay»,

*Íconos-Revista de Ciencias Sociales*, n° 48, 2014, p. 25-40.

- **LAVINAS Lena**, « La asistencia social en el siglo XXI », *New Left Review*, vol. 84, 2014, p. 7-48.
- **LE QUANG Matthieu**, « La trajectoire politique de l'initiative Yasuní-ITT en Équateur : entre capitalisme vert et écosocialisme », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 130, 2016 (a), p. 105-121.
- **LE QUANG Matthieu**, « Le Bien Vivre, une alternative au développement en Équateur ? » [en ligne], *Journal du MAUSS*, 2016 (b) [consulté le 5 octobre 2016]. Disponible sur : <http://www.journaldumauss.net/?Le-Bien-Vivre-une-alternative-au>
- **LE QUANG Matthieu**, *Laissons le pétrole sous terre ! L'initiative Yasuní-ITT en Équateur*, Paris, Omniscience, La manufacture des idées, 2012.
- **LE QUANG Matthieu** et **VERCOUTÈRE Tamia**, *Buen Vivir y ecosocialismo: dialogo entre dos alternativas al capitalismo*, Quito, IAEN, 2013.
- **MARTÍN-MAYORAL Fernando**, « Estado y mercado en la historia de Ecuador: Desde los años 50 hasta el gobierno de Rafael Correa », *Nueva Sociedad*, n° 221, 2009, p. 120-137.
- **MINTEGUIAGA Analía** et **UBASART Gemma**, « Menos mercado, igual familia: bienestar y cuidados en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », *Íconos-Revista de Ciencias Sociales*, vol. 18, n° 50, 2014, p. 77-96.
- **MUNCK Ronaldo**, « Neoliberalism, Necessitarianism and Alternatives in Latin America: There is no Alternative (TINA)? », *Third World Quarterly*, vol. 24, n° 3, 2003, p. 495-511.
- **OSPINA Pablo**, « Historia de un desencuentro: Rafael Correa y los movimientos sociales en el Ecuador (2007-2008) », *Repensar la política desde América Latina*, Lima, Programa Democracia y Transformación Global, 2009, p. 195-218.
- **PANIZZA Francisco**, *Contemporary Latin America: Development and Democracy beyond the Washington Consensus*, Londres, Zed Books, 2009.
- **PEÑA Alejandra**, « ¿Hacia un Estado meritocrático?: Las tensiones del cambio en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », *Nueva Sociedad*, n° 258, 2015, p. 1-8.
- **RAMÍREZ René**, *La vida (buena) como riqueza de los pueblos: hacia una socioecología política del tiempo*, Quito, IAEN/INEC, 2012.
- **RAMÍREZ René**, « Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano », in **SENPLADES**, *Los nuevos retos de América Latina: socialismo y Sumak Kawsay*, Quito, Senplades/IAEN, 2010, p. 55-76.
- **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin**, « Political Change, State Autonomy, and Post-Neoliberalism in Ecuador, 2007-2012 », *Latin American Perspectives*, vol. 43, n° 1, 2016, p. 143-158.
- **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin** et **STOESSEL Soledad**, « Campos de conflitividad política e movimientos sociais no Equador da Revolução Cidadã », *Plural*, vol. 22, n° 1, 2015, p. 4-29.
- **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin**, « Proceso constituyente ecuatoriano e legitimazione democratica: un contrappunto andino », in **Silvia BAGNI** (dir.), *Dallo Stato del benessere allo Stato del buen vivir: Innovazione e tradizione nel costituzionalismo latino-americano*, Bologne, Filodiritto Editore, 2013 (a), p. 103-136.
- **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin**, « Perspectivas del proceso de democratización en Ecuador. Cambio Político e inclusión social », in **Anja DARGATZ** et **Maira ZUAZO** (dir.), *Democracias en Transformación: ¿Qué hay de nuevo en los nuevos Estados andinos?*, La Paz, FES-Ildis, 2013 (b), p. 103-155.
- **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin**, « Reconfiguraciones estatales en Ecuador », in **Mabel THWAITES** (dir.), *El Estado en América Latina: continuidades y rupturas*, Santiago du Chili, Clacso/





- Editorial Arcis, 2012 (a), p. 341-375.
- **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin**, «Despliegues de la autonomía estatal en el Ecuador de la Revolución Ciudadana», *Debates y Combates*, n° 4, 2012 (b), p. 44-67.
  - **RAMÍREZ GALLEGOS Franklin**, «Movimientos sociales y cambio político en el Ecuador», in **Julian REBÓN et Massimo MODONESSI (dir.)**, *Una década en movimiento: luchas populares en América Latina al amanecer del siglo XXI*, Buenos Aires, Clacso/Prometeo Libros, 2011, p. 69-106.
  - **REBÓN Julian et MODONESSI Massimo (dir.)**, *Una década en movimiento: luchas populares en América Latina al amanecer del siglo XXI*, Buenos Aires, Clacso/Prometeo Libros, 2011.
  - **ROBERTS Kenneth M.**, «Beyond Neoliberalism: Popular Responses to Social Change in Latin America», in **John BURDICK, Philip OXHORN et Kenneth M. ROBERTS (dir.)**, *Beyond Neoliberalism in Latin America? Societies and Politics at the Crossroads*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 1-17.
  - **RODRÍGUEZ-GAVARITO César, BARRETT Patrick et CHÁVEZ Daniel**, «Utopia Reborn? Introduction to the Study of the New Latin American Left», in **Patrick BARRETT, Daniel CHÁVEZ et César RODRÍGUEZ-GAVARITO (dir.)**, *The New Latin American Left: Utopia Reborn*, Londres, Pluto Press, 2008, p. 1-41.
  - **ROVIRA Cristóbal**, «Toward Post-Neoliberalism in Latin America», *Latin American Research Review*, vol. 46, n° 2, 2011, p. 225-234.
  - **SADER Emir**, *El nuevo topo: los caminos de la izquierda latinoamericana*, Buenos Aires, Clacso/Siglo veintiuno editores, 2009.
  - **SCHULDT Jürgen et al.**, *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, CAAP/Claes, 2009.
  - **SILVA Eduardo**, *Challenging Neoliberalism in Latin America*, New York, Cambridge University Press, 2009.
  - **SILVA Verónica**, «The Return of the State, New Social Actors, and Post-Neoliberalism in Ecuador», *Latin American Perspectives*, vol. 43, n° 1, 2016, p. 4-17.
  - **STEFANONI Pablo**, «Comparación del futuro de la democracia entre Venezuela, Bolivia y Ecuador», in **Anja DARGATZ et Moira ZUAZO (dir.)**, *Democracias en transformación. ¿Qué hay de Nuevo en los nuevos Estados andinos?*, La Paz, FES-Ildis, 2012, p. 205-250.
  - **SVAMPA Maristella**, «El laboratorio boliviano: cambios, tensiones y ambivalencias del gobierno de Evo Morales», in **Maristella SVAMPA, Pablo STEFANONI et Bruno FORMILLO (dir.)**, *Debatir Bolivia*, Buenos Aires, Taurus, 2010, p. 21-60.
  - **SVAMPA Maristella**, *Cambio de época: poder político y movimientos sociales*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2008.
  - **THWAITES Mabel**, «Después de la globalización neoliberal: ¿qué estado en América Latina?», *OSAL*, n° 27, 2010, p. 19-44.
  - **TORTOSA José María**, *Maldesarrollo y mal vivir: pobreza y violencia a escala mundial*, Quito, Abya-Yala, 2011.
  - **UBASART Gemma et MINGUEGUIAGA Analía**, *Revolución ciudadana y régimen de bienestar en Ecuador (2007-2012)* [en ligne], Informe final de investigación, Buenos Aires, Clacso, 2013 [consulté le 9 janvier 2017]. Disponible sur : [www.clacso.org](http://www.clacso.org)
  - **VANHULST Julien**, «El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre Sumak Kawsay y Socialismo del siglo XXI» [en ligne], *Polis*, n° 40, 2015 [consulté le 12 mai 2016]. Disponible sur : <http://polis.revues.org/10727>
  - **VANHULST Julien et ELIZALDE HEVIA Antonio**, «Los senderos bifurcados del desarrollo sostenible: un análisis del discurso académico en América Latina», in **Dimas FLORIANI et Antonio ELIZALDE HEVIA (dir.)**, *América Latina Sociedade e Meio Ambiente:*



*teorias, retóricas e conflitos em desenvolvimento*, Curitiba/UFPR, 2016, p. 173-217.

- **VANHULST Julien et BELING Adrian**, « *Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ?* », *Revue Écologie & Politique*, n° 46, 2013, p. 41-54.
- **WANDERLEY Fernanda**, *¿Qué pasó con el proceso de cambio? Ideales acertados, medios equivocados, resultados trastrocados*, La Paz, Cides/UMSA, 2013.